



## Le désespoir de l'opposition vénézuélienne

Par [Salim Lamrani](#)

Région : [Amérique latine & Caraïbe](#)

Mondialisation.ca, 18 septembre 2006

18 septembre 2006

Depuis 1998, l'opposition vénézuélienne a subi plus de dix défaites électorales successives face au président Hugo Chávez. Divisée et souffrant d'un manque flagrant de soutien populaire, l'oligarchie, qui rêve de reprendre le pouvoir lors des prochaines élections présidentielles du 3 décembre 2006, est désemparée. Elle s'est même aliénée une grande partie de la bourgeoisie. En effet, son alliance stratégique avec l'administration Bush, ennemi invétéré du dirigeant vénézuélien, et l'inexistence de projet politique concret si ce n'est qu'un retour au statu quo ante, l'a complètement marginalisée au niveau national.

Après son coup d'Etat manqué du 11 avril 2002 et du sabotage pétrolier de décembre de la même année, l'opposition a tenté par tous les moyens de déstabiliser le pays, bénéficiant même du soutien public de Washington. Plusieurs groupes, tel que Súmate, ont violé la législation du pays en recevant des financements des Etats-Unis, par le biais de la Fondation nationale pour la Démocratie (National Endowment for Democracy), une entité dépendante du Congrès. Un procès est d'ailleurs en cours contre les dirigeants de Súmate accusés de conspiration contre le système démocratique vénézuélien, et dont la présidente, María Corina Machado, a personnellement été reçue par George W. Bush<sup>1</sup>.

Certains secteurs minoritaires de l'Eglise catholique, historiquement liés à l'élite économique du pays, ont pris ouvertement position contre Hugo Chávez. Le cardinal Rosalio Castillo Lara a accusé le président vénézuélien d'être une menace pour la démocratie. Le gouvernement « a perdu son cap démocratique et présente des aspects de dictature », a-t-il affirmé, appelant les fidèles à ignorer l'actuelle administration<sup>2</sup>.

L'archevêque Ubaldo Santana, président de la Conférence épiscopale vénézuélienne, la plus haute représentation de l'Eglise, est cependant immédiatement intervenu pour recadrer la déclaration de Rosalio Castillo Lara. Le cardinal « est un religieux à la retraite qui n'appartient pas à la Conférence épiscopale vénézuélienne », a-t-il tenu à souligner<sup>3</sup>.

Convaincue d'une nouvelle défaite, l'opposition avait prévu de boycotter les élections pour délégitimer le vote de décembre 2006, mais s'est ravisée. En effet, le président Hugo Chávez a averti qu'en cas de boycott il convoquerait un référendum pour modifier la Constitution et permettre aux candidats de se représenter indéfiniment (le nombre de mandats étant actuellement limité à deux). « S'il n'y a pas un candidat de l'opposition, je serais capable de signer un décret appelant à un referendum populaire. 'Êtes-vous d'accord que Chávez soit de nouveau candidat en 2013' ? Si le peuple dit oui, on changera la Constitution. Le peuple est le souverain dans une démocratie », a-t-il déclaré<sup>4</sup>.

Le dirigeant vénézuélien a stigmatisé l'opposition dont le véritable chef est, selon lui, le

président des Etats-Unis, George W. Bush. En décembre 2005 déjà, l'opposition avait boycotté les élections parlementaires, octroyant une victoire écrasante aux partisans de Hugo Chávez qui ont remporté l'intégralité des sièges à l'Assemblée nationale.

Le président a également dénoncé les campagnes de presse à son encontre. « Si ces campagnes n'existaient pas, le soutien à la révolution et à mon gouvernement ne descendrait pas en dessous des 90% », a-t-il fait remarqué. Tous les médias privés, qui représentent 90% de la presse vénézuélienne, ont déclaré la guerre aux institutions gouvernementales<sup>5</sup>.

Face à cet avertissement sans frais et persuadée d'une victoire de Hugo Chávez en cas de référendum, l'opposition a fait marche arrière. Julio Borges du parti d'opposition Primero Justicia a lancé un appel en faveur d'une candidature unique contre Hugo Chávez afin de préserver une infime chance de succès<sup>6</sup>. Une dizaine de partis et d'organisations de l'opposition ont signé un manifeste intitulé « Ensemble pour le Venezuela », en faveur d'un candidat unique<sup>7</sup>.

L'opposition a multiplié les attaques contre le gouvernement. Elle a lancé une virulente campagne contre le système de vote électronique en vigueur au Venezuela, et a accusé le Conseil national électoral (CNE) de partialité en faveur du président Chávez. Mais cette nouvelle tentative de déstabilisation s'est soldée par un échec.

En effet, une mission d'observation électorale de l'Union européenne a rendu un rapport soulignant la fiabilité du système électoral vénézuélien qui est qualifié de « système le plus avancé du monde ». Le président de la mission d'observation, José Silva Penada, a noté que le système automatisé de vote était « totalement novateur et absolument fiable. Il a été démontré qu'il n'y a aucune raison pour que les Vénézuéliens se méfient de ce système<sup>8</sup> ».

Par la suite, l'opposition s'en est pris au registre électoral et a accusé le gouvernement de graves irrégularités, alors de nombreux observateurs internationaux, dont l'ancien président des Etats-Unis James Carter, ont avalisé les récentes élections dont le référendum révocatoire de 2004. Roberto Ansuini, farouche détracteur de l'actuelle majorité, a dénoncé la présence de 1 921 électeurs portant le même nom, González, sur les listes électorales de l'Etat de Zulia. Or, après enquête du CNE, seules 61 erreurs ont été relevées ; González étant un nom extrêmement courant au Venezuela<sup>9</sup>.

L'audit international réalisé par l'organisme Capel, dépendant de l'Institut interaméricain des droits de l'homme, a affirmé que les erreurs présentes sur les listes étaient non significatives. En effet, 54 900 personnes décédées se trouvaient toujours sur les listes qui comptent près de 16 millions d'électeurs. Mais les standards internationaux considèrent les erreurs, communes à tous les registres, uniquement quand elles dépassent les 5% du nombre total d'électeurs<sup>10</sup>. D'ailleurs, à ce propos, le président du CNE Jorge Rodríguez a annoncé l'entière transparence du processus : « S'ils le souhaitent, nous pouvons fournir à tout le monde des copies du Registre électoral<sup>11</sup> ». Ledit registre est désormais consultable sur le site Internet du CNE.

Le vice-président de la République, José Vicente Rangel, a fustigé l'opposition pour ses incessantes manigances qui, selon lui, illustrent uniquement son incapacité à proposer une alternative et à se mettre d'accord autour d'un projet de gouvernement novateur. D'après

ce dernier, les attaques contre le CNE ne sont que l'illustration désespérée d'un manque de leadership au sein de l'opposition<sup>12</sup>.

Washington et l'opposition ont élaboré plusieurs plans d'assassinat contre le président Hugo Chávez. L'entourage du leader vénézuélien a d'ailleurs pris des mesures de sécurité draconiennes pour le protéger. Nicolas Maduro, le président de l'Assemblée nationale, a dénoncé à plusieurs reprises auprès des organismes internationaux les conspirations de magnicide contre l'homme le plus populaire du Venezuela<sup>13</sup>.

Dans l'Etat pétrolier de Zulia, l'un des rares à être encore gouverné par l'opposition, un mouvement de sécession et de rébellion, soutenu par l'administration Bush, a vu le jour. Les instigateurs de ce défi à la légalité constitutionnelle, Néstor Suárez Bohorquez, Alberto Mansueti, Natalia Fernández et Gustavo Miguel Pinera Reina, membres du groupe Rumbo propio para el Zulia, ont tous été mis en examen pour délit de trahison à la patrie et menace sur l'intégrité du territoire national<sup>14</sup>.

Certains secteurs extrémistes ont opté pour la manière forte. Oscar Pérez, qualifié d'opposant radical par le gouvernement, a créé le « Commando national de la résistance » officiellement pour « contrôler le gouvernement et montrer ses déficiences ». Partisan de la violence, il a mené plusieurs actions spectaculaires dans les rues de Caracas<sup>15</sup>.

Le 27 juillet 2006, une bombe de forte puissance a gravement endommagé le siège du Movimiento Quinta República (MVR), parti du président Hugo Chávez, à Marcano dans l'Etat de Nueva Esparta. Attribué aux groupuscules paramilitaires de l'opposition, cet attentat qui n'a heureusement fait aucune victime marque la radicalisation d'un secteur de l'oligarchie aux abois, qui a choisi la voie du terrorisme. La députée de l'Assemblée nationale Rosario Pacheco n'a guère de doute sur les raisons de cet acte violent : « Nous sommes certains que cet attentat fait partie d'un plan destiné à empêcher le début de la campagne électorale pour les élections du 3 décembre prochain<sup>16</sup> ».

Vingt-cinq partis d'opposition ont décidé de se rallier, sans grand espoir, à la candidature de Manuel Rosales, gouverneur de l'Etat aux vellétés sécessionnistes de Zulia. Ce dernier avait participé au coup d'Etat de 2002 en signant le décret qui avait dissout toutes institutions de la nation. Il avait été ensuite acquitté par le Tribunal suprême lors d'un verdict qui a choqué l'ensemble de la société vénézuélienne. Au manque de soutien populaire s'ajoutent les déclarations maladroites plus destinées à la Maison-Blanche qu'aux électeurs vénézuéliens. En effet, Manuel Rosales a affirmé qu'en cas de victoire électorale, il supprimerait les accords bilatéraux avec Cuba, notamment en ce qui concerne la politique pétrolière<sup>17</sup>.

Cette position, plus idéologique que pragmatique, montre que le candidat principal de l'opposition est complètement déconnecté de la réalité de son propre pays. Les relations avec Cuba ont permis aux Vénézuéliens d'avoir désormais un accès universel à la santé, grâce à la présence de 15 000 médecins cubains. Il est peu probable que les propos de Manuel Rosales suscitent un engouement populaire en sa faveur. D'ailleurs ses récentes visites dans les quartiers pauvres de Catia et de Petare sur les hauteurs de Caracas ont été l'objet d'un cinglant rejet de la part de la population<sup>18</sup>.

Le président Hugo Chávez a condamné l'alliance de l'opposition avec Washington. « Le

gouvernement des Etats-Unis continue de conspirer contre notre gouvernement, et en alliance avec l'oligarchie vénézuélienne qui maintenant se masque et déclare qu'elle participera à la campagne électorale. Nous ne permettrons pas à l'empire nord-américain et à ses laquais ici, peu importe la manière dont ils se présentent, qu'ils nous mènent à un degré de déstabilisation tel qu'en 2002 », a-t-il souligné<sup>19</sup>.

En effet, plusieurs candidats de l'opposition ont été surpris en compagnie de certains fonctionnaires de l'ambassade des Etats-Unis à Caracas. Cela n'a fait qu'attiser les soupçons déjà bien lourds qui pèsent sur l'oligarchie, considérée par beaucoup comme étant inféodée aux intérêts de Washington. Ils se sont réunis avec « les émissaires du diable, avec des fonctionnaires de la CIA et de l'ambassade », a protesté le président Chávez. « Ils ont commencé à se réunir ici en secret. Je sais où ils mangent la reina pepiada (plat typique vénézuélien) avec les Américains ici au Venezuela », a-t-il ajouté<sup>20</sup>.

« Les candidats de Mister Bush », comme les nomme le dirigeant vénézuélien, sont en contact permanent avec Washington. Manuel Rosales s'est récemment rendu aux Etats-Unis. Par ailleurs, la USAID, organisme financé par le Congrès étasunien et destiné à promouvoir la politique étrangère de la Maison-Blanche, a reconnu avoir signé au moins 132 contrats d'aide financière à l'opposition. Mais elle a refusé de dévoiler le nom de la moitié de ces bénéficiaires prétextant des raisons de sécurité. Kevin Whitaker de l'ambassade étasunienne de Caracas a défendu ces programmes, en déclarant qu'ils étaient destinés à la « société civile ». Les aveux publics de la USAID n'ont fait que révéler au grand jour un secret de polichinelle<sup>21</sup>.

Hugo Chávez s'est donné pour objectif d'atteindre les 10 millions de voix en sa faveur. « Nous devons gagner par K.O. », a-t-il déclaré, et sa victoire semble inévitable. Le président vénézuélien jouit d'un prestige énorme grâce aux programmes sociaux qu'il a mis en place depuis 7 ans au niveau de la santé, de l'alimentation, de l'éducation et du logement. Ils ont permis aux Vénézuéliens les plus pauvres, qui représentent 80% de la population, d'améliorer sensiblement leur niveau de vie. De plus, la société vénézuélienne a atteint un degré de conscientisation politique inégalé jusqu'à présent. Elle est passée du statut d'observateur désintéressé de la vie politique du pays à celui d'acteur fondamental de la « révolution bolivarienne ». L'opposition a du souci à se faire<sup>22</sup>.

*Salim Lamrani est chercheur français, spécialiste des relations entre Cuba et les Etats-Unis depuis 1959. Auteur de Cuba face à l'Empire (Genève : Editions Timeli, 2006), 2ème édition ; et de (sous la direction de ), Washington contre Cuba (Pantin : Le Temps des Cerises, 2005).*

## Notes

1 *Agencia Bolivariana de Noticias*, « Albornoz: Súmate sí recibió dólares y los utilizó para fines políticos », 8 août 2006 ; *Associated Press*, « Anulan juicio contra directivos de Súmate en Venezuela », 10 février 2006.

2 *Associated Press*, « Cardenal acusa a Chávez de ser amenaza a democracia », 16 janvier

2006.

3 *Ibid.*

4 *El Nuevo Herald*, « Amenaza Chávez con reelección indefinida », 20 février 2006; *Agencia Bolivariana de Noticias*, « Chávez propuso referéndum popular si oposición no presenta candidatos », 19 février 2006.

5 *Agencia Bolivariana de Noticias*, « Chávez propuso referéndum popular si oposición no presenta candidatos », *op.cit.*

6 *El Nuevo Herald*, « Oposición busca candidato único contra Chávez », 6 février 2006.

7 Rafael Noboa, « Antichavistas buscan 'romper con el pasado' », *El Nuevo Herald*, 24 février 2006.

8 *Agencia Bolivariana de Noticias*, « UE asegura que no hay razones para desconfiar del sistema automatizado venezolano », 13 mars 2006 ; *Agencia Bolivariana de Noticias*, « Unión Europea: Sistema de votación venezolano es el más avanzado del mundo », 15 mars 2006.

9 Ian James, « Exigen revisar lista de votantes en Venezuela », *Associated Press*, 21 mars 2006.

10 Ian James, « Venezuela: detectan 54.900 muertos en lista de votantes », *Associated Press*, 21 mars 2006.

11 *Agencia Bolivariana de Noticias*, « Rodríguez reitera que la confiabilidad destaca en informe de la UE », 15 mars 2006.

12 *Agencia Bolivariana de Noticias*, « Rangel: Oposición atribuye al CNE su incapacidad para ponerse de acuerdo », 10 juin 2006.

13 *Granma*, « Denuncia Venezuela en órganos internacionales planes de magnicidio », 21 avril 2006.

14 *Associated Press*, « Abren juicio a opositores venezolanos », 10 mai 2006.

15 *EFE*, « Juran los comandos voluntarios de resistencia antichavista », 3 avril 2006.

16 *Agencia Bolivariana de Noticias*, « Detonación de explosivo causó daños en la sede del MVR en Nueva Esparta », 27 juillet 2006.

17 Fabiola Sánchez, « Candidato opositor dispuesto a revisar acuerdos de Venezuela », *Associated Press*, 30 août 2006.

18 Victor Flores, « Rosales desafía al chavismo en Caracas », *El Nuevo Herald*, 9 septembre 2006.

19 *Associated Press*, « Acusan a opositores venezolanos de conspirar con EEUU », 20 août 2006.

20 Ian James, « Chávez acusa a la oposición de recibir dinero de EEUU », *Associated Press*, 7 septembre 2006.

21 *Ibid.*

22 *Agencia Bolivariana de Noticias*, « Chávez denunció líneas de acción desestabilizadoras », 4 février 2006.

La source originale de cet article est Mondialisation.ca  
Copyright © [Salim Lamrani](#), Mondialisation.ca, 2006

---

Articles Par : [Salim Lamrani](#)

### A propos :

Docteur ès Etudes Ibériques et Latino-américaines de l'Université Paris IV-Sorbonne, Salim Lamrani est Maître de conférences à l'Université de La Réunion, et journaliste, spécialiste des relations entre Cuba et les Etats-Unis. Son nouvel ouvrage s'intitule Fidel Castro, héros des déshérités, Paris, Editions Estrella, 2016. Préface d'Ignacio Ramonet. Contact : lamranisalim@yahoo.fr ; Salim.Lamrani@univ-reunion.fr Page Facebook : <https://www.facebook.com/SalimLamraniOfficiel>

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)